
La Turquie interpelle l'idée que l'Europe se fait d'elle-même

Entretien avec

Claudia Roth

Présidente du groupe des Verts au Parlement européen, Claudia Roth est une figure de la lutte en faveur des droits de l'homme en Turquie et du combat en faveur des droits des étrangers en Allemagne. Elle estime que la Turquie fait partie de l'Europe et doit être intégrée à l'Union européenne, à condition qu'elle démocratise ses institutions et trouve une issue politique à la revendication autonomiste kurde. Ce pays est à ses yeux celui qui interpelle le plus l'Europe sur son identité et sur son projet d'avenir.

— En tant que député au Parlement européen, vous avez ouvert un bureau de représentation en Turquie. Pourquoi?

Chaque député européen touche une certaine somme pour son secrétariat. Certains s'en servent pour ouvrir un bureau chez eux en Bretagne ou en Bavière. Moi, c'est à Istanbul. C'est une façon de montrer qu'à mes yeux, la Turquie fait partie de l'Europe. Je voulais aussi faire preuve de responsabilité sur un dossier où je suis souvent en pointe. Je ne pouvais me satisfaire de venir une fois par an en Turquie, rester deux jours et tenir une conférence de presse en prétendant connaître la vérité absolue. Enfin, c'est une façon de jeter un pont entre la Turquie et le Parlement, une institution souvent très critique, à juste titre, à l'égard d'Ankara. J'ai ouvert mon bureau dans les locaux du Bilar, une organisation créée après le premier putsch militaire de 1960 par Aziz Nesin — aujourd'hui mort malheureusement. C'est un peu comme une université du peuple. Le Bilar organise des séminaires sur la démocratie, l'histoire, le marxisme, la laïcité. Ces dernières années, il a

Automne 1997

hébergé des cours de langue kurde. Ses animateurs réfléchissent beaucoup au risque d'ethnisation du conflit kurde. M'installer chez eux est une façon de soutenir leur action et de leur apporter une sorte de protection diplomatique. J'y ai une chambre, un bureau. Malheureusement, l'avenir du Bilar n'est pas assuré. Nous verrons. Quant à moi, je ne quitterai pas la Turquie.

– *Comment expliquez-vous votre intérêt pour ce pays?*

Mon premier voyage remonte à 1986. J'étais alors porte-parole des Verts en charge de la presse, à Bonn, et des écologistes allemands se sont intéressés à la construction de grands complexes touristiques qui menaçaient en Turquie une plage où des tortues de mer se reproduisent. Un député Vert m'a invitée à aller sur place. Tout de suite, je me suis dit que c'était bien de lutter pour les tortues mais qu'il y avait aussi beaucoup à faire pour la démocratie. Je suis immédiatement retournée en Turquie en vacances.

A la même époque, c'était après le troisième putsch militaire de 1980, je travaillais beaucoup en Allemagne dans le théâtre et le rock. On faisait des concerts pour la paix, contre la course aux armements, contre l'OTAN et beaucoup d'artistes turcs qui s'étaient réfugiés en Allemagne étaient avec nous. Certains sont devenus des amis, par exemple Zulfi Livanelli qui a été candidat social-démocrate en 1994 pour la mairie d'Istanbul. Nous avons des discussions passionnées. Aussi, lorsque j'ai été élue au Parlement européen en 1989, j'ai tenu absolument à faire partie de la commission mixte CEE-Turquie, surtout comme Allemande, car il y a tellement de Turcs et de Kurdes qui vivent dans mon pays, qui sont concitoyens sans avoir les mêmes droits. Depuis 1989, je n'ai jamais quitté cette commission et j'en suis devenue vice-présidente. Aujourd'hui, j'ai tellement d'amis en Turquie que c'est devenu un peu une deuxième patrie.

– *Vous avez aussi des ennemis. En 1995, lors d'une visite que vous effectuiez avec Pauline Green et Catherine Lalumière, deux autres présidentes de groupe au Parlement européen, un ministre, Ayvaz Gökdemir, vous a traitées de «prostituées»...*

Oui, et j'ai remporté en juin dernier mon procès en diffamation contre lui. La cour de cassation turque l'a condamné à me verser 36.000 francs de dommages et intérêts. Je ne suis pas sûre qu'en Allemagne, il aurait écopé d'une telle amende. Ce sont en fait des amis turcs mais aussi des Turcs d'Allemagne ou de Belgique qui m'avaient poussée à engager une action judiciaire contre lui. Ils étaient scandalisés et humiliés. Jamais Gökdemir ne s'est excusé. Dans le passé, il a fait partie des «Loups gris», le plus violent des groupes d'extrême droite et je crois qu'il est resté fasciste. Tant pis pour lui: j'ai donné les 36.000 francs à un groupe de prostituées qui veulent créer une association de défense.

– *Vous avez évoqué le risque d'une «ethnicisation du conflit» kurde en Turquie. Que voulez-vous dire?*

La classe politique turque, y compris la gauche, a toujours voulu ignorer la vraie situation des Kurdes. Depuis des années, le gouvernement et les partis au pouvoir expliquent que «le problème du sud-est» n'est pas lié à une revendication démocratique mais que c'est une subversion armée et ils y envoient les militaires. Or je crois que la guerre et la répression dans le sud-est sont un problème inséparable de la démocratisation du pays. La guerre coûte très cher. Elle dévore un tiers du budget turc. Elle est meurtrière. Au moins 3000 villages ont été détruits et deux millions de personnes déplacées. Elle a détruit une région et elle a détruit la confiance. Depuis plusieurs années, mes amis craignent que la guerre s'élargisse, ne se limite plus à la région kurde, au sud-est. Kurdes et Turcs se découvrant systématiquement différents où qu'ils soient, c'est ça l'ethnicisation. Ce poison de l'idée de l'ethnie, de la différence, qui risque de se répandre dans tout le pays et même en Allemagne, et même dans mon parti. Avant, chez les Verts, on ne se souciait pas de savoir si quelqu'un était Turc ou Kurde. Aujourd'hui ce n'est plus un homme qui parle ou un Vert qui parle, mais un Turc ou un Kurde.

– *La Turquie, pour reconnaître l'identité kurde, devra-t-elle renoncer à sa perception d'un Etat unitaire?*

C'est sans doute plus facile de l'imaginer pour moi, fédéraliste allemande, que pour un Français! Depuis très longtemps en tout cas, je suis certaine qu'aucun parti kurde ne revendique vraiment la sécession. Les Kurdes sont réalistes. Ils savent que ni la Turquie, ni l'Iran, ni l'Irak, ni la Syrie ne sont prêts à leur céder un territoire pour la création d'un Kurdistan indépendant. Ils ont certes le droit de demander pourquoi le droit d'autodétermination n'existe pas pour les Kurdes mais la reconnaissance de ce droit, je pense, ne conduit pas nécessairement à la création d'un nouvel Etat. Depuis longtemps, leurs demandes sont réduites à la reconnaissance de l'identité kurde. Ça concerne la langue, l'éducation, les médias, la télévision et un peu de décentralisation du pouvoir national. L'Allemagne ou la Suisse pourraient être des exemples d'un tel vivre-ensemble, ou le Sud-Tyrol en Italie. En mai 1994, nous avons organisé avec le Bilar une grande conférence sur ce sujet à Istanbul, à laquelle nous espérions 100 personnes mais il y en a eu 800. Il y avait parmi les invités un député du Sud-Tyrol, Max Simeoni de Corse, un député du Pays basque espagnol, un député belge. Puis les Turcs et les Kurdes ont parlé. Malheureusement, deux des intervenants sont encore aujourd'hui aux prises avec la justice pour des propos qu'ils ont tenus lors de cette conférence, alors qu'ils étaient des invités officiels du Parlement européen! L'un, un Kurde, a été condamné à cinq ans de prison pour avoir expliqué ce que ça veut dire d'être kurde dans le sud-est, de vivre en permanence dans des régions sous état d'urgence, sans

Automne 1997

tribunaux civils, sans liberté de la presse... L'autre, un journaliste turc, est encore en procès.

– La classe politique turque est-elle aujourd'hui disposée à faire des concessions?

Sûrement pas. Surtout après le récent regain de popularité de l'armée, notamment dans les milieux de gauche. Au printemps dernier, lors du bras de fer avec les islamistes, j'ai été choquée par le fait que pour beaucoup de journalistes et de gens honnêtes, le militaire était devenu le gardien, le sauveur de la démocratie, de la laïcité. Je n'ai pas compris. C'est au contraire les militaires qui à plusieurs reprises ont conduit à ce conflit qui frôle la guerre civile et qui ont élaboré en 1982 une Constitution antidémocratique. Certains en avril-mai ont craint un putsch militaire. Mais les généraux peuvent déjà faire tout ce qu'ils veulent. Depuis longtemps, les partis politiques sont devenus des marionnettes et sont terriblement corrompus. Mme Ciller en est un exemple stupéfiant. La Turquie, qui avait affirmé au moment de la ratification du traité d'union douanière avec l'Union européenne, en 1995, qu'elle allait se démocratiser n'a rien fait du tout. Les réformes ont été cosmétiques. La question kurde n'est pas résolue. Des députés légalement élus sont toujours en prison. Et on a découvert comment les partis politiques, la justice, la police, le fascisme et la criminalité organisée vont ensemble. C'est incroyable. Certes, quelque chose s'est produit dans la population, une réaction de résistance avec l'opération «Une minute d'obscurité». Un mince espoir contre la frustration totale.

– L'alternative pour beaucoup de Turcs, c'est le parti islamiste, le Refah partisi. L'idéologie de cette formation représente-t-elle une menace pour la démocratie?

Bien sûr. Ce serait une grave faute d'assimiler le Refah à l'islamisme version iranienne. Cette exagération empêche de voir la réalité de ce parti. Ses dirigeants sont habiles. Ils ont profité de la dégradation de la situation sociale et de l'incapacité de la social-démocratie à récupérer le mécontentement populaire. Le Refah a notamment gagné dans les quartiers des exclus, là où il n'y a plus d'espoir. Il a développé une politique sociale très concrète et il s'est imposé comme la seule alternative aux partis traditionnels. J'espère qu'après son passage au pouvoir, les électeurs ont compris que c'est un parti comme les autres, qui n'a pas hésité à s'allier à une politicienne sans moralité comme Ciller. Ils n'ont rien fait pour les droits de l'homme ou les droits des Kurdes.

– L'insistance de la Turquie à demander son adhésion à l'Union européenne suscite un débat sur la place de ce pays en Europe. Qu'en pensez-vous?

Pour moi, sans aucun doute, la Turquie fait partie de l'Europe, contrairement à la Russie ou à l'Ukraine mais au même titre que la Pologne, la Hongrie, la Roumanie ou Chypre. A cause de l'histoire, de la géographie et des relations entre nos peuples: plusieurs millions de Turcs vivent dans nos pays. En Allemagne, la droite pense différemment. Dès 1994, lors de la campagne pour les élections européennes, la CSU bavaroise a dit que la Turquie ne pouvait faire partie de l'UE à cause de sa religion, l'islam. Un an plus tard, Wolfgang Schäuble, aujourd'hui président du groupe parlementaire CDU-CSU au Bundestag, un homme politique très important, a tenu le même raisonnement. Cela a terriblement humilié et exclu les Turcs d'Allemagne et il n'y a pas de meilleure façon de soutenir ceux d'entre eux qui appellent leurs compatriotes à se détourner de l'Europe et de ses valeurs et à chercher ailleurs leur identité. Le sommet européen d'Amsterdam en juin dernier n'a rien arrangé. Helmut Kohl, particulièrement, a opposé son veto au projet d'élargir le droit de vote aux citoyens des pays tiers, pour les élections locales, par exemple.

— *Quel jugement portez-vous sur la politique de l'Union européenne envers la Turquie?*

La Commission européenne et le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement perçoivent la Turquie comme une sorte de gendarme dans une région géopolitiquement importante et comme un grand marché en développement dont il faut profiter au maximum. L'UE soutient donc le *statu quo* politique, l'interventionnisme des militaires, et, en laissant faire, la montée en puissance du Refah. Or, nous avons une responsabilité vis-à-vis de ce pays où la démocratie est imparfaite mais où le droit de vote des femmes a été instauré beaucoup plus tôt qu'en France, où l'alternance politique fonctionne, où la laïcité n'est pas pire qu'en Allemagne. Chez nous, n'est-ce pas l'Etat allemand qui collecte les taxes pour les deux grandes Eglises?

Si nous n'étions pas aussi hypocrites, nous dirions aux Turcs qu'ils font partie de l'Europe mais que l'adhésion de leur pays doit être soumise à des conditions claires, réalistes. Celles-ci ne sont pas d'ordre économique car, sinon, le Portugal ou la Grèce n'auraient jamais pu faire partie de la CEE. Les conditions relèvent du politique: démocratisation de la Constitution, reconnaissance que la solution au problème kurde est politique et non militaire, et respect des droits de l'homme.

— *Mais l'adhésion de la Turquie à l'UE entraînerait un mouvement migratoire important vers l'Allemagne notamment. Est-ce admissible par les Européens?*

Gare au racisme qui affleure sous l'argument migratoire et démographique! Les sociaux-démocrates allemands eux-mêmes me disent: «Imaginez-vous, Claudia, des millions de Turcs chez nous?» Mais

Automne 1997

quoi? Helmut Kohl s'alarme de ce qu'il n'y a pas assez d'enfants en Allemagne et du vieillissement de la société. S'il faut avoir des bébés, faut-il poser la question de savoir s'ils sont d'origine allemande?

– *Il y a quatre millions de Turcs en Allemagne. Quelle est leur situation?*

Nous dépendons étroitement de ce qui se passe en Turquie et de l'évolution de la question kurde. Lorsqu'il y a de la violence là-bas, elle arrive très vite chez nous. L'extrême droite turque est en outre très bien organisée en Allemagne. Elle représente un danger. Le fondamentalisme musulman augmente lui aussi, peut-être même plus fortement qu'en Turquie, notamment à cause de la politique d'exclusion allemande. Les jeunes filles turques sont aujourd'hui happées en arrière.

Par ailleurs, le principal problème des Turcs est que la citoyenneté en Allemagne est fondée sur une loi de 1918, qui institue le droit du sang. Des Turcs de la troisième ou quatrième génération n'ont ainsi toujours pas la citoyenneté allemande. C'est du racisme et de la discrimination institutionnels qui transforment la société allemande en une société de classes. Ils n'ont pas le droit de vote. Or si le droit de vote est la base pour une démocratie, qu'est ce que cela veut dire si des millions de personnes en sont privées? Beaucoup de profs nous expliquent aujourd'hui que les nouvelles générations de Turcs apprennent moins bien l'allemand que leurs devancières. Une amie qui enseigne à Kreuzberg, à Berlin, m'a racontée que lorsque le racisme a recommencé il y a cinq ans, nombre de ses élèves turcs se sont retirés dans une identité propre et la question du foulard est devenue beaucoup plus importante. Le sentiment d'exclusion mène au rejet et à la violence. Il y a quelques mois, l'hebdomadaire «*Der Spiegel*» a publié à la «une» une image qui a heurté la communauté turque et kurde d'une façon incroyable. C'était une femme avec un drapeau rouge, sans doute turc, avec le titre, «*Gefährlich Fremd*», «l'étranger dangereux». De jeunes étudiants turcs m'ont dit qu'ils se sentaient criminels.

Une loi passée au début de l'année, en même temps que la loi Debré en France, a encore aggravé la situation des étrangers. Le Parlement a en effet instauré le visa obligatoire pour des enfants mineurs, dont les parents étrangers vivent en Allemagne mais qui eux résident à l'étranger. Même s'ils sont nés chez nous, dès lors qu'ils ne vivent plus en Allemagne, ils doivent obtenir des visas pour venir voir leurs parents. Cette loi est contre le droit des familles. Elle concerne 800.000 enfants dont 600.000 Turcs. Ça a créé un choc en Turquie. Aujourd'hui, la communauté turque en Allemagne a peur de l'avenir. Dans la perspective des élections aux Länder qui commencent cet automne, des conservateurs tentent de lancer le débat sur «l'emploi et les étrangers» et «les étrangers et la criminalité».

– *Où va la Turquie?*

(silence) Je garde espoir dans l'opinion publique, dans la résistance de la société civile. Il y a aussi ÖDP, un parti un peu comme les Verts allemands, créé par des féministes, des écolo, des gauchistes, réunis par la volonté de créer une alternative, un avenir pour la Turquie. Quant à nous, au Parlement européen, nous devons définir ce que c'est d'être un véritable ami pour la Turquie. Nous devons y soutenir les démocrates en les protégeant et en les subventionnant, nous devons dire que l'Europe ne se considère pas comme un repère de la chrétienté. Le cardinal Koenig, archevêque de Vienne a écrit récemment des articles impressionnants expliquant que l'Europe commune ne doit pas être fondée sur l'exclusion.

Le Parlement doit, finalement, être vigilant pour l'Europe. Quel projet avons-nous? Je ne veux pas d'une Europe blanche, lisse, catholique et protestante. Je veux la diversité, la démocratie, le mélange. Or, une partie de notre culture, ce sont les musulmans. Ils ont leur place parmi nous. Aujourd'hui il n'y a quasiment pas de carrés musulmans dans nos cimetières et les Turcs doivent rapatrier les corps en Turquie pour être enterrés en direction de la Mecque. La Turquie est en fait le pays qui pose le plus de questions à l'Europe. C'est le symbole des interrogations sur l'avenir de l'Europe.

Entretien conduit à Bruxelles
par
Jean-Christophe Ploquin